Serbie : une économie perturbée par la pandémie et par la guerre

Description

Deux ans après le début de la pandémie de Covid-19, la Serbie commençait timidement à se remettre en selle. Mais la guerre en Ukraine est venue modifier la donne et assombrir les perspectives de croissance en 2023-2024. L'économie serbe est-elle à bout de souffle ?

L'héritage de l'autogestion (*Samouprava*) yougoslave ainsi que les séquelles de la guerre des années 1990 ont eu des effets longs et dévastateurs sur l'économie de la Serbie. Malgré la chute du régime de Slobodan Milošević en 2000 et l'ouverture de la Serbie vers l'Union européenne, les deux dernières décennies ont été marquées, sur le plan économique, par l'alternance de phases de « stop & go ». Cette trajectoire économique erratique est liée au contexte politique et économique qui a suivi la chute du régime de S. Milošević, ainsi qu'à des facteurs exogènes plus récents (crise sanitaire, guerre en Ukraine).

Une décennie tourmentée (2000 – 2010)

La transition économique de la Serbie a été inspirée par le Consensus de Washington qui, dans les années 1990, prônait la mise en place rapide d'un programme de stabilisation macroéconomique, de privatisations et de libéralisation. Rapidement, des effets positifs ont été observés mais ces choix ont aussi apporté des surprises. Entre 2000 et 2003, le taux d'inflation a été assez élevé à la fois en Serbie et au Monténégro en raison de la libéralisation des prix rendue possible par la mise en place d'un régime plus démocratique[(1)]. Les prévisions de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) formulées en 2002 ont tablé sur des perspectives optimistes de croissance pour les cinq années à venir. Les vagues successives de privatisations ont par ailleurs contribué à la hausse du chômage (27 % de la population active en 2000 et 29 % en 2002). La conjonction chômage, chute de la production et manque d'investissements directs étrangers a conduit à une dégradation du niveau de vie et à l'émergence d'une dépendance toujours plus forte vis-à-vis des aides internationales. La Serbie a en effet pu bénéficier de l'Instrument d'aide de pré-adhésion (IAP) qui lui a permis dès 2007 de se préparer à l'intégration à l'UE : cet instrument a été fondé sur trois programmes, notamment PHARE, ISPA et SAPARD, avec une spécificité propre aux Balkans qu'est le rajout du pilier CARDS. Ce dernier a largement bénéficié à Belgrade, avec l'octroi d'1 milliard d'euros sur la période 2000 – 2006[(2)]. La totalité des fonds européens IAP I pour la période 2007-2013 a avoisiné 11,6 milliards d'euros, dont 13,8 % ont été alloués à la Serbie[(3)].On peut y ajouter le soutien de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) de l'UE, l'adoption des normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la participation à une zone de libre-échange régionale.

Pour la période 2001-2008, la croissance moyenne du PIB a été plutôt satisfaisante, avec un taux moyen de 5,4 % malgré un ralentissement en 2002-2003. Toutefois, il a également fallu gérer l'héritage historique : jadis pilier de l'autogestion, la production industrielle a chuté par manque d'investissements et en raison des dégâts causés par les bombardements de l'OTAN, atteignant en 2008 seulement 52 % de son niveau de 1989. La décennie 2000 a donc été marquée par un déclin industriel et une polarisation de l'économie sur l'agriculture et les produits manufacturés, hors médicaments, énergie et véhicules. Sur cette période, la scène politique et économique serbe a connu plusieurs crises (assassinat de Zoran Đinđić en 2003, séparation de la Serbie du Monténégro en 2006, proclamation de l'indépendance du Kosovo en 2008, crise des subprimes en 2008/2009), entravant le développement économique du pays.

2013 – 2020 : la lumière au bout du tunnel ?

De 2014 à 2020, la Serbie a pu bénéficier des aides de l'IAP II (près de 11,7 milliards d'euros au total). Ce programme avait un objectif global (renforcement de la coopération régionale) et quatre objectifs spécifiques (politiques, économiques et ceux inhérents au respect de l'acquis communautaire)[(4)]. L'ensemble des mesures mises en place ainsi que la coopération régionale dans le cadre de l'ASA entrée en vigueur en 2013 ont permis à la Serbie de sortir progressivement de la récession et de renforcer les échanges avec ses voisins européens. Les importations serbes en provenance de l'UE sont ainsi passées de 7,4 milliards en 2007 à 13,9 milliards d'euros en 2019.

Sur le plan macroéconomique, la Serbie a mis en place des politiques assez pertinentes. Le taux de croissance du PIB a été modéré (4,3 % en moyenne depuis 2018)[(5)]. En 2020, année exceptionnelle en raison de la pandémie de Covid-19, le PIB a oscillé autour de – 1 %[(6)]. Mais, globalement, la croissance a été plutôt soutenue sur la période 2014-2019, principalement grâce à la demande intérieure.

La Serbie demeure un important exportateur de produits manufacturés et de produits agricoles. L'afflux d'IDE permet en outre de compenser en partie le choc macroéconomique. La part de réserve de devises a connu une croissance correcte (couvrant l'équivalent de six mois d'importations, ce qui constitue une sécurité non négligeable). L'inflation a été relativement faible en 2019, gravitant autour du seuil des 3 %, grâce à une politique monétaire prudente. Sur le plan de l'emploi, des améliorations nettes ont été remarquées du fait d'une hausse des embauches (le taux de chômage serait revenu à 10,7 % de la population active en 2019, contre 23,9 % en 2012. La baisse a également touché les femmes, les jeunes et les chômeurs de longue durée. Cette embellie a toutefois connu un coup d'arrêt en mars 2020, avec l'apparition de la pandémie de Covid-19.

Le Covid-19, élément perturbateur

En l'espace de quelques mois, une multitude de pays, dont la Serbie, ont été mis à genou en raison de l'apparition de la pandémie. En 2020, le pays enregistre selon la Banque centrale (NBS) une contraction du PIB de l'ordre de -1 % ; elle est suivie néanmoins d'une forte reprise au cours des deux premiers trimestres de 2021 (respectivement +1,8 % et +13,7 %) et les experts internationaux tablent alors sur une croissance moyenne de 5 % du PIB d'ici la fin de 2021. Relativement faible en 2019 (autour du seuil des 3 %), l'inflation a ensuite pu être contenue grâce à une politique monétaire prudente[(7)]. La NBS a soutenu le système bancaire et financier par une baisse progressive du taux directeur, passé de 2,25 % en mars 2020 à 1 % en décembre 2020. Enfin, des mesures fiscales ont été adoptées en 2020 afin de faire face aux besoins de dépenses publiques liées à la lutte contre la pandémie. Globalement, les analyses démontrent que la répartition des dépenses n'a finalement pas été appropriée eu égard aux besoins de financements, notamment en termes d'infrastructures. En effet, le budget adopté en avril 2020 envisageait un déficit à hauteur de 6,9 % du PIB. Afin d'y faire face, le gouvernement serbe a adopté une série de mesures fiscales qui ont eu des impacts à la fois sur les entreprises et sur les ménages. Le déficit public a atteint 4,1 % du PIB en 2021. La dette publique, quant à elle, a connu une légère baisse entre 2015 et 2019, passant de 70 à 52 %. Puis elle a augmenté, en raison des dépenses inhérentes à la lutte contre le Covid-19. Au 3ème trimestre 2021, elle s'élevait à 56,7 % du PIB.

Globalement, la croissance du PIB réel, de 7,4 % en 2021, a été tirée en partie par la consommation des particuliers et du secteur public mais également par les mesures fiscales. Les secteurs qui ont connu une très forte activité ont été les services, le bâtiment et l'industrie. Toutefois, d'après le dernier rapport de la Commission européenne, les perspectives économiques ont été assombries par la guerre en Ukraine.

L'impact majeur de la guerre en Ukraine

La guerre lancée par la Russie en Ukraine a plongé les pays du monde entier dans une crise politique, économique et sociale sans précédent. L'échiquier politique international a été secoué par le retour de la guerre sur le sol européen, avec un effet domino sur tous les pans de l'économie. Les problèmes agro-alimentaires et énergétiques, en particulier, ont révélé les fragilités économiques de certains pays, dont la Serbie.

Sa position historiquement ambiguë vis-à-vis de la Russie n'a pas protégé la Serbie des conséquences négatives du conflit sur sa croissance et sa production. En effet, comme le met en avant le dernier rapport de la Commission européenne[(8)], les prévisions de croissance pour 2022 sont de 3,4 % seulement, tirées par la consommation des ménages et par l'investissement. Selon les prévisions, la croissance en 2023 devraient avoisiner les 4 % – largement inférieure aux performances de 2019 et 2021.

La guerre en Ukraine a des répercussions notables sur l'inflation, dont les taux sont alarmants : 9,1 % en mars 2022, avec une hausse notable des prix de la nourriture et de l'énergie. Le gouvernement serbe a déjà annoncé une hausse de 30 % du coût de l'électricité dans les prochaines semaines. Cette forte inflation pourrait également avoir des conséquences à moyen et à long termes en raison de la pression exercée sur le pouvoir d'achat et par extension, sur la croissance. La Commission européenne attend un pic inflationniste pour la mi-2022, une baisse incrémentale pendant l'automne, puis au premier trimestre 2023 un retour à l'inflation sous le seuil des 5 %.

L'économie serbe a su faire face à ces chocs exogènes grâce aux aides internationales et aux dépenses publiques, lesquelles ont creusé davantage la dette publique (57,8 % du PIB en 2020, et 57,9 % au premier trimestre 2022). Ces mesures ont servi « d'amortisseurs social » afin d'éviter un chômage de masse et la paupérisation de la population, mais au prix d'une dette publique conséquente. En outre, le contexte politique serbe a été marqué par l'élection présidentielle, qui a également favorisé un climat d'apaisement et de soutien à l'économie afin de préserver la paix sociale. Enfin, sur le plan international, la guerre en Ukraine a eu un impact sur les échanges commerciaux, notamment entre la Serbie et ses partenaires européens.

La succession de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine a mis un coup d'arrêt brutal à la reprise économique de la Serbie. Toutefois, grâce aux aides internationales (financières, matérielles) majoritairement en provenance des partenaires européens, la Serbie a réussi à garder jusqu'à présent la tête hors de l'eau et à renouer avec la croissance et l'emploi. Désormais, l'incertitude règne tout de même, fonction de l'évolution du conflit en Ukraine.

Notes :

(1) Milica Uvalic, « Insights from a Transition Economy: The Case of Serbia », *Institute of Economic Growth (IEG) Distinguished Lecture 4,* 2004, p. 200.

(2) Nebojsa Vukadinovic, « L'aide internationale à la Serbie-Monténégro : bilan d'un triple processus », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, n° 1-2, 2004, pp. 183-221.

(3) Assen Slim, « L'Instrument d'Aide de Préadhésion (2007-2013) de l'UE aux Balkans occidentaux est-il un instrument d'intégration ? », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 42 (4), 2011, pp. 149-184, ffhal-01271901.

(4) Sandra Gajic, *Le jeu des négociations entre l'Union européenne et la Serbie : les critères politiques (2000-2020)*, Thèse de doctorat, Université de Bordeaux, 2020, pp. 172-173.

(5) « Commission staff working document Serbia 2020 Report », *European Commission,* consulté le 25 avril 2021.

(6) « COVID-19 – odgovor Narodne banke Srbije » (Covid-19 – la réponse de la Banque nationale de Serbie), *Narodna Banka Srbije*, 14 décembre 2020.

(7) « Commission staff working document Serbia 2021 Report », *Commission européenne*, 19 octobre 2021, p. 59.

(8) « Spring 2022 Economic Forecast: Russian invasion tests EU economic resilience », *Commission européenne*, 2022.

Vignette : Temple de Saint Sava à Belgrade (photo : © Jelena Jokic).

* Jelena JOKIC est doctorante en économie auprès du Centre de Recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'INALCO.

Lien vers la version anglaise de l’article

Retour en haut de page

date créée
04/07/2022
Champs de Méta
Auteur-article : Jelena Jokic*